

## Le collectif SOS Médias Burundi veut continuer d'informer "pour que le monde sache"

@rib News, 14/05/2016 à 14h00 Source AFP Un collectif de journalistes burundais actif sur les réseaux sociaux a promis samedi qu'il allait continuer d'informer "pour que le monde sache" ce qui se passe au Burundi, une année après la destruction des radios indépendantes, au plus fort de la crise que traverse le pays. Au nom de la liberté d'expression et de la solidarité avec nos confrères exilés et en mémoire de celles et ceux qui sont morts, le collectif SOS Médias Burundi est plus que jamais déterminé à poursuivre sa mission d'information, pour que le monde sache, a écrit samedi le collectif SOS Médias Burundi dans un communiqué.

« Il y a un an, (...) les principales radios privées du Burundi étaient détruites, l'arme lourde, pillées et incendiées, journalistes et les responsables de ces médias sont devenus des parias », a déclaré ce groupe composé de jeunes journalistes qui n'ont pas fui le pays, travaillent sous couvert de l'anonymat et sont devenus au fil des mois une des rares sources fiables sur l'actualité burundaise. Le Burundi, considéré jusqu'alors comme l'un des rares pays des Grands lacs doté d'une presse libre et indépendante, a plongé dans une grave crise marquée de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat qu'il a obtenu en juillet. Lors de la tentative avortée de putsch des 13 et 14 mai 2015, la radio Rema, proche du pouvoir, a été détruite par des mutins. Puis trois radios indépendantes, Bonesha Fm, Isanganiro et la RPA, ainsi que la radio télévision Renaissance, toutes accusées d'avoir partie liée avec l'insurrection et la tentative de putsch, ont été attaquées à la roquette par les forces loyalistes, selon des témoins. Des faits que le pouvoir a toujours niés. Craignant la répression, une centaine de journalistes ont fui en exil, mais un petit nombre est resté (au Burundi) et s'est organisé en résistance, (...), et comme nous n'avons plus de micros, ni de studios, il nous restait nos smartphones pour couvrir la "#BurundiCrisis" en 2015 », poursuivent-ils. Les journalistes de SOS Médias Burundi décrivent des conditions de travail très dures en raison de l'hostilité affichée par l'administration et parfois par les forces de l'ordre : « Lorsqu'il y a des violences, par exemple, il faut faire attention. Parfois on n'ose même pas s'approcher de peur de représailles ». Aujourd'hui, ils sont suivis par plus de 15.000 personnes sur Twitter et 30.000 sur Facebook. Depuis, deux des cinq radios (Rema et Isanganiro) ont eu l'autorisation de remettre après avoir signé un acte d'engagement limitant leur ligne éditoriale, selon RSF vendredi, qui a appelé le gouvernement à fournir des garanties de sécurité aux journalistes en exil. RFI, 14-05-2016 Burundi : un an après, SOS Médias poursuit son combat pour l'information La crise traversée par le Burundi a poussé une centaine de journalistes à l'exil. Mais certains, restés au pays et regroupés au sein du collectif SOS Média Burundi ont décidé de « résister » en continuant d'informer. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Personne ne le sait, mais depuis une année, ces jeunes journalistes comme ils se définissent eux-mêmes, ont continué de travailler dans l'ombre, dans des conditions très difficiles, pour que « le monde continue de savoir » ce qui se passe au Burundi. Le collectif SOS Médias est né au plus fort de la crise burundaise, lors de la tentative avortée de coup d'Etat militaire des 13 et 14 mai 2015. Le Burundi, qui se targue d'avoir l'une des presses les plus libres et indépendantes d'Afrique, va se réveiller avec une terrible gueule de bois. La radio Rema FM, proche du pouvoir, est détruite par les mutins. Dans la foulée, les forces loyalistes détruisent leur tour les quatre radios indépendantes du pays, Bonesha, Isanganiro, Renaissance et la RPA, ce que le pouvoir a toujours nié. Pire, une centaine de journalistes craignant pour leur vie fuient en exil. Certains parmi eux font aujourd'hui l'objet de mandats d'arrêt internationaux. C'est la bérézina. Il n'y a plus de studios, plus de micros. SOS Médias va alors prendre le relais via les réseaux sociaux et il devient le cœur du journal Iwacu, l'une des sources locales d'information « fiable » sur le Burundi. Aujourd'hui, deux des cinq radios détruites ont eu l'autorisation de remettre, mais sous conditions. Et malgré le silence imposé aux chaînes de radios indépendantes depuis une année, explique Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group, le « blackout » s'est révélé impossible car le téléphone portable a remplacé aujourd'hui la radio comme principal vecteur médiatique au Burundi. Mais aussi les réseaux sociaux. SOS Médias Burundi totalise par exemple plus de 15 000 followers sur Twitter, comme l'explique RFI l'un de leur responsable, qui a souhaité d'ailleurs garder l'anonymat. « Toutes les radios qui sortaient de l'information de bonne gouvernance, sur les questions politiques, sur les questions de corruption, n'existent plus aujourd'hui. Elles ont été annihilées. Et c'est pour cette raison que les journalistes de SOS Médias Burundi se battent aujourd'hui [...] Le droit à l'information est bafoué. La liberté de la presse n'existe pas au Burundi. »